

PREFECTURE DE L'ISERE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

ENVIRONNEMENT

RÉFÉRENCES A RAPPELER : JT/CR135

AFFAIRE SUIVIE PAR : J.THOLLET  
TEL. 04.76.60.33.25



du 19/2/99

**ARRETE N° 99 - 1265**

**LE PREFET DE L'ISERE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

**VU** la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, modifiée ;

**VU** la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992, dite "Loi sur l'eau" ;

**VU** le décret n° 53-578 du 20 Mai 1953, modifié ;

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977, pris pour l'application de la loi 19 Juillet 1976 et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiés ;

**VU** l'arrêté cadre n° 92.1779 en date du 16 Avril 1992 ayant imposé à la S.A. VICAT pour son usine de VIZILLE un ensemble de prescriptions techniques générales pour la mise en place d'une station d'épuration physico-chimique et permettant en outre de regrouper en un seul document l'ensemble des diverses activités existantes de l'établissement, régulièrement autorisées ;

**VU** le dossier présenté le 10 Novembre 1997 par la Société VICAT Papeteries de VIZILLE en vue de procéder à l'implantation d'une 2ème sacherie (ligne de production de sacs krafts) dont la capacité sera de 2,5 t/j ;

**VU** l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 9 Février 1998 ;

**VU** l'arrêté d'ouverture d'enquête n° 98.1869 en date du 23 mars 1998 ;

**VU** le procès-verbal de l'enquête publique ouverte le 17 Avril 1998 et close le 18 Mai 1998 les déclarations y consignées et les certificats d'affichage ;

**VU** le mémoire en réponse fourni par le requérant ;

**VU** l'avis de M. Jean CHIAVERINA, Commissaire-Enquêteur, en date du 22 Juin 1998 ;

**VU** les avis des Conseils Municipaux de NOTRE DAME DE MESSAGE du 24 Avril 1998 et VIZILLE du 12 Mai 1998 ;

**VU** l'avis du Service départemental d'Incendie et de Secours le 22 Avril 1998 ;

**VU** l'avis du Directeur Régional de l'Environnement le 24 Avril 1998 ;

**VU** l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement le 23 Juin 1998 ;

**VU** l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt le 19 Juin 1998 ;

**VU** l'avis du Chef de la mission inter-service de l'Eau, le 19 Juin 1998 ;

**VU** l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 17 septembre 1998 ;

**VU** la lettre en date du 21 septembre 1998 invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 1er octobre 1998 ;

**VU** la lettre en date du 3 décembre 1998 communiquant au requérant le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

**CONSIDERANT** que l'établissement est soumis à autorisation pour les activités visées sous les n° 2430.2, n° 2910.A1, n° 1430/253, n° 2445.1 et n° 2450.2 a ;

**CONSIDERANT** que le risque majeur de l'extension pour la production des sacs est la pollution des eaux, il convient donc d'imposer des prescriptions complémentaires ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - La Société VICAT-Papeteries de VIZILLE dont le siège social est situé Tour Gan, 16 place de l'Iris, 92082 PARIS LA DEFENSE CEDEX est autorisée à procéder à l'extension de la sacherie (nouvelle ligne de production de sacs) d'une capacité de 2,5 t/j pour son établissement situé, 1176 avenue Aristide Briand à VIZILLE, sous réserve du strict respect des prescriptions complémentaires ci-annexées.

**ARTICLE 2** - L'exploitant devra, en outre, se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du Code du travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, notamment au décret du 10 Juillet 1913 modifié visant les mesures générales de protection et de salubrité.

**ARTICLE 3** - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 Septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

**ARTICLE 5** - L'exploitant devra déclarer sans délai les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi susvisée.

**ARTICLE 6** - L'extension de l'activité devra être effectuée dans un délai de 3 ans à partir de la notification. Dans le cas contraire le pétitionnaire en avisera le Préfet par lettre recommandée en indiquant le cas échéant, les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard. Il en sera de même s'il veut reprendre son exploitation après une interruption de 2 années consécutives.

**ARTICLE 7** - L'intéressé ne pourra exercer cette activité tant qu'il n'aura pas satisfait à la totalité des conditions imposées par le présent arrêté.

**ARTICLE 8** - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 Septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet. De même, en cas de cessation d'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration, au moins un mois avant celle-ci au Préfet de l'Isère, Bureau de l'Environnement.

**ARTICLE 9** - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de VIZILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 10** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 11** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de VIZILLE et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société intéressée.

Pour ampliation  
Le Chef de Bureau

GRENOBLE, le

19 FEV. 1993

LE PREFET  
Pour le Préfet  
et par délégation :  
Le Secrétaire Général,

Hervé CHAMBRON

*Signature*

Philippe PIRAUX

**Prescriptions Complémentaires Applicables**  
**à la Société SA VICAT - Papeteries de Vizille**  
**1176 avenue Aristide Briand - 38220 VIZILLE**

**ARTICLE PREMIER**

- 1.1 - La société SA VICAT - Papeteries de Vizille est autorisée à exploiter, 1176 avenue Aristide Briand, sur le territoire de la commune de VIZILLE, dans l'enceinte de son établissement, les installations du tableau de l'annexe 1 du présent arrêté et en particulier la deuxième ligne de fabrication de sacs.
- 1.2 - Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au paragraphe 1.1 ci-dessus.
- 1.3 - L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.
- 1.4 - Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.
- 1.5 - Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

## ARTICLE DEUX

### LES PRESCRIPTIONS DU PRÉSENT ARTICLE SONT APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

#### 2.1 - GÉNÉRALITÉS

##### 2.1.1 - Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de l'Isère avec tous les éléments d'appréciation.

##### 2.1.2 - Accidents ou incidents

- Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée.
- Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976 sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.
- Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.
- Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

##### 2.1.3 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées : les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

##### 2.1.4 - Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

##### 2.1.5 - Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.



### **2.1.6 - Cessation d'activité définitive**

Lorsque l'exploitant mettra à l'arrêt définitif une installation classée, il adressera au Préfet de l'Isère, dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976 modifiée et devra comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

### **2.1.7 - Vente de terrains**

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

### **2.1.8 - Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage et tient régulièrement à jour un plan d'aménagement.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement, ...).

## 2.2 - BRUITS ET VIBRATIONS

**2.2.1** - Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**2.2.2** - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conforme aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

**2.2.3** - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs, ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**2.2.4** - Niveaux de bruits limites (en dB (A))

Le tableau ci-après fixe :

- les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée
- les émergences maximales admissibles

Période	niveaux limites admissibles dB(A)							émergences admissibles
	1(*)	2(*)	3(*)	4(*)	5(*)	6(*)	7(*)	
<b>Jour</b> 6h30 à 21h30 Lundi au vendredi	52	55	55	52	55	55	55	+ 5 dB(A)
<b>Nuit</b> 21h30 à 6h30 samedis, dimanches, jours fériés	50	51	51	52	51	52	59	+ 3 dB(A)

(\*) Les points 1 à 7 sont définis dans le dossier de demande d'autorisation p. 66.

**2.2.5** - L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

**2.2.6** - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **2.3 - POLLUTION DES EAUX**

### **2.3.1 - Rejets de l'établissement**

Les rejets de l'établissement comportent :

- les eaux issues des fabrications
- les eaux d'origine pluviale
- les eaux utilisées pour le refroidissement
- les eaux provenant des parcs de stockage de vieux papiers lorsqu'ils existent et plus généralement les eaux pluviales souillées.

### **2.3.2 - Collecte des effluents liquides**

**2.3.2.1 -** Les eaux de fabrication devront être recyclées le plus possible dans la mesure des contraintes de qualité de fabrication.

**2.3.2.2 -** Les eaux provenant des stockages de vieux papiers lorsqu'ils existent devront transiter par les installations de traitement avant rejet.

**2.3.2.3 -** Les eaux de refroidissement seront totalement recyclées.

**2.3.2.4 -** Les mesures internes et notamment l'emploi des traitements spécifiques, des produits moins polluants et des recyclages d'effluents, doivent être favorisés au maximum.

**2.3.2.5 -** Le réseau de collecte interne à l'établissement sera réalisé sur le mode séparatif. Toutefois, les eaux pluviales, normalement non polluées, devront pouvoir, en cas de pollution accidentelle, transiter par les dispositifs d'épuration.

**2.3.2.6 -** Un plan des différents réseaux faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, et points de branchements sera établi et régulièrement tenu à jour.

**2.3.2.7 -** Les eaux industrielles issues de la sacherie sont raccordées puis traitées dans la station d'épuration puis rejetées dans le canal des Martinets.

**2.3.2.8 -** L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter les effluents contenant des proportions importantes de DCO soluble (non traitée par la station d'épuration). En particulier, ces effluents (contenant des proportions importantes de DCO soluble) ne devront pas être à l'origine de dépassements même ponctuels des concentrations maximales définies à l'article 2.3.3.4.

### **2.3.3 - Qualité des rejets**

**2.3.3.1 -** Les prescriptions de rejet sont applicables aux effluents du rejet dans le milieu naturel

**2.3.3.2 -** Le pH des effluents rejetés sera compris entre 5,5 et 8,5.

**2.3.3.3 -** La température des effluents rejetés sera inférieure à 30 °C dans le cas général et à 35 °C en cas de traitement anaérobie. Par ailleurs un écart de 5 °C par rapport à ces seuils sera accepté lorsque l'eau utilisée est déjà à plus de 25 °C.

La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg de Pt/l (au moins à 50 m en aval du rejet).

**2.3.3.4 -** Le flux journalier et sa moyenne mensuelle de polluants rejetés devront respecter au moins les normes suivantes et les objectifs de qualité des eaux du milieu récepteur (Romanche).



Flux journaliers maxi

MES	<	440 kg/j
DBO5 eb	<	710 kg/j
DCO eb	<	2 310 kg/j

Moyenne mensuelle des flux journaliers

MES	<	220 kg/j
DBO5 eb	<	305 kg/j
DCO eb	<	1 155 kg/j

Concentrations maximales instantanées

MES	<	100 mg/l
DCO	<	300 mg/l

**2.3.3.5** - Les rejets devront également satisfaire au respect de flux spécifiques journaliers et mensuels définis :

Flux spécifique journalier

MES	<	2,74 kg/t
DBO5 eb	<	3,80 kg/t
DCO eb	<	14,44 kg/t

Flux spécifique mensuel

MES	<	1,37 kg/t
DBO5 eb	<	1,90 kg/t
DCO eb	<	7,22 kg/t

**2.3.3.6** - Les débits de rejet ne devront pas dépasser 6400 m<sup>3</sup>/j en moyenne soit 40 m<sup>3</sup>/t de papier produit et 8000 m<sup>3</sup>/j au maximum, soit 50 m<sup>3</sup>/t de papier produit.

**2.3.3.7** - Le rejet de produits organochlorés fera l'objet d'un suivi régulier avec détermination du chlore organique total (TOCl), le rejet des hydrocarbures est limité à 20 mg/l (Norme NFT 90114) ou toute autre détermination équivalente (AOx, ...) en accord avec l'inspecteur des installations classées.

**2.3.3.8** - Le rejet direct ou indirect d'eaux polluées même traitées dans une nappe souterraine est interdit.

**2.3.3.9 - Contrôle des rejets**

**2.3.3.9.1** - A l'aval des installations d'épuration, sera installé un appareil de prélèvement automatique asservi au débit : ainsi sera constitué par période de vingt quatre heures, pour chaque émissaire, un "échantillon moyen représentatif" de l'effluent rejeté.

**2.3.3.9.2** - Un appareil de prélèvement automatique asservi au débit sera également installé à l'amont des installations d'épuration. Dans le cas où les normes de rejet prescrites ne seraient pas respectées, l'inspecteur des installations classées pourra demander à l'industriel de réaliser les prélèvements et les analyses nécessaires puis de lui en communiquer les résultats.

**2.3.3.9.3** - Dans le cas des installations existantes, les émissaires d'eaux pluviales recevant des eaux de refroidissement seront munis d'appareils mesurant et enregistrant en continu la résistivité des effluents

**2.3.3.9.4** - L'inspecteur des installations classées pourra ajouter à la liste ci-dessous d'autres paramètres.

#### 2.3.3.9.5 - Périodicité des mesures :

##### Débit

La détermination du débit se fera par mesure en continu.

##### pH - température

Le pH et la température des effluents seront surveillés par l'industriel qui tiendra les résultats à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

##### Demande chimique en oxygène (DCO)

Une mesure journalière de DCO devra être réalisée sur un échantillon représentatif (mesure sur eau brute).

##### Demande Biochimique en Oxygène (DBO<sub>5</sub>)

Une mesure hebdomadaire devra être réalisée sur un échantillon représentatif.

##### Matière en suspension MES

La périodicité des analyses des matières en suspension contenues dans les effluents industriels sera journalière.

La fréquence des mesures pourra être augmentée si la vérification du bon fonctionnement des installations d'épuration le demande.

2.3.3.9.6 - Les résultats de mesure doivent être transmis systématiquement et régulièrement à l'administration (Inspection des Installations Classées et Service chargé de la Police de l'Eau) qui pourra utilement procéder à des traitements informatiques. Les établissements pour lesquels les résultats ne seraient pas transmis mais seulement notés sur un registre à la disposition de l'inspecteur ne peuvent être considérés comme répondant de façon satisfaisante au principe de l'autosurveillance.

En outre, l'exploitant devra analyser et commenter l'ensemble des résultats obtenus (autosurveillance, contrôles inopinés ou non) et les transmettre à l'inspection sous une forme synthétique, facilement exploitable qui comprendra notamment une analyse des éventuels dépassements par rapport aux prescriptions, un compte-rendu détaillé des mesures compensatoires qu'il a été amené ou qu'il envisage de prendre (modification de l'outil d'épuration, renforcement des consignes portant sur la maintenance, etc...) ainsi qu'une estimation des rejets annuels. Dans tous les cas, les résultats de mesures devront être accompagnés des renseignements relatifs aux points de prélèvement (existence d'un dispositif de traitement en amont ou en aval ...) et de la nature du milieu récepteur (rivière, réseau d'assainissement). Les modalités de présentation de ces résultats pourront être précisées par l'Inspecteur des Installations Classées.

2.3.3.9.7 - Afin de pouvoir détecter facilement toute anomalie, l'exploitant fera en sorte que des dispositifs soient aisément installables à tout moment en des points judicieusement choisis des réseaux d'égouts et des circuits pour permettre de procéder à des mesures de débit et à des prélèvements de liquides lorsque cela sera nécessaire.

2.3.3.9.8 - Les déterminations seront effectuées à la charge de l'industriel soit dans le laboratoire de l'usine, soit dans un laboratoire compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Une vérification au moins annuelle sur le plan technique des résultats des analyses effectuées par l'exploitant ainsi que du bon fonctionnement du dispositif de prélèvements d'échantillons et du débitmètre sera confiée, par celui-ci, à un organisme agréé.

2.3.3.9.9 - L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à tous prélèvements ou mesures qui lui paraîtraient nécessaires, aux fins d'analyses par un laboratoire extérieur : les frais afférents seront à la charge de l'industriel.

## **2.4 - DÉCHETS**

### **2.4.1 - Récupération - recyclage**

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

### **2.4.2 - Stockage des déchets**

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

### **2.4.3 - Déchets banals**

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94.609 du 13 juillet 1994).

### **2.4.4 - Déchets industriels spéciaux**

Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

### **2.4.5 - Brûlage**

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

### **2.4.6 - Plans d'élimination des déchets**

L'élimination des déchets industriels spéciaux devra respecter les orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIRA) approuvé par arrêté préfectoral du 28 août 1994.

L'élimination des déchets industriels banals devra respecter les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral n° 96.6921 du 16 octobre 1996.

## **2.5- SÉCURITÉ**

**2.5.1** - Le puits sur parking doit être équipé de tubulures de 100 m avec raccords symétriques s'il n'est pas directement accessible aux engins pour l'aspiration en accord avec les sapeurs pompiers de Vizille.

**2.5.2** - Le stationnement autour du puits et de son accès doit être interdit par un panneau de signalisation sur une surface minimale de 32 m<sup>2</sup>.

**2.5.3** - Une petite lance à mousse et une réserve minimale d'émulseur capable d'assurer la couverture de la cuvette de rétention pendant 15 minutes doivent être placées à proximité des bacs de fioul.

**2.5.4** - Des plans réduits (formats A3 et A4 maximum) et tous les renseignements nécessaires à la réalisation d'un plan de secours, tant pour la sacherie que pour la papeterie doivent être remis au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

## ARTICLE TROIS

### PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

#### 3.1 TRANSFORMATION DU PAPIER CARTON ET FLEXOGRAPHIE (SACHERIE)

3.1.1 - Des dispositions seront prises pour éviter la formation de poussières dans les locaux (conditionnement en sac des colles, nettoyage fréquent de l'atelier ...).

3.1.2 - L'utilisation d'encre contenant des solvants est interdite.

3.1.3 - Les locaux seront convenablement aérés.

3.1.4 - L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment des quantités d'encre reçues et stockées.

3.1.5 - Les opérations de manipulation d'encre pour leur préparation devront être exécutées sur une aire étanche construite de façon à collecter les égouttures.

3.1.6 - Le stockage des produits chimiques doit être réalisé sur des aires de rétention.

3.1.7 - L'étanchéité des réservoirs d'hydrocarbures doit être vérifiée régulièrement par un organisme tiers. Cette étanchéité doit faire l'objet d'une attestation par procès-verbal.

3.1.8 - Les surfaces de circulation doivent être imperméabilisées.

3.1.9 - Les eaux de ruissellement doivent être collectées et rejetées dans le réseau d'eaux pluviales.

## - ANNEXE 1 -

Tableau des activités : Société SA VICAT - Papeteries de Vizille - 38220 VIZILLE

Nature des activités	N° de nomenclature	Classement	Coefficient redevances
<b><u>PAPETERIE</u></b>			
Fabrication du papier (160 t/j)	2440	A	3
Installation de combustion au fuel (14 + 8 + 7 = 29 MW) ~ 25 000 th	2910-A1 (ex 153 bis1°)	A	1
Dépôt aérien de liquides inflammables de 2ème catégorie (2 X 300 m <sup>3</sup> fuel + 30 m <sup>3</sup> FOD) Ceq = 630/5 = 126 m <sup>3</sup>	1430/253	A	0
Utilisation de substances radioactives sous forme de sources scellées du groupe 4 A Kr85 50 GBq	1720-4	D	-
<b><u>SACHERIE</u></b>			
Transformation du papier carton (51 t)	2445-1	A	0
Impression sur papier par flexographie (370 kg/j)	2450-2b	D	-
Atelier de charge d'accumulateurs (P = 8 kW)	2925	NC	
Travail mécanique des métaux (P = 5 kW)	2560	NC	
Dépôt de gaz combustible liquéfié < 500 kg	211 B	NC	
<b><u>PAPETERIE + SACHERIE</u></b>			
Installation de compression d'air : 200 kW . papeterie : 120 kW . sacherie : 30 kW	2920-2b	D	
Dépôt de papier-carton (11000 m <sup>3</sup> papeterie - 4 000 m <sup>3</sup> sacherie)	1530-2	D	
Prélèvement d'eau forage 250 m <sup>3</sup> /h 2,9 % débit nappe			